

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ALUMINIUM FERRI

Zone Industrielle
51330 GIVRY EN ARGONNE

Code AIOT : 0005701711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2022 dans l'établissement ALUMINIUM FERRI implanté Zone Industrielle 51330 GIVRY EN ARGONNE. L'inspection a été annoncée le 14/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet s'inscrit dans le cadre d'une action nationale visant à contrôler les modalités de surveillance des rejets aqueux dans les industries susceptibles de générer des pollutions des eaux importantes par la nature de leurs activités. La société ALUMINIUM FERRI a fait l'objet d'une visite dans ce cadre puisqu'elle a été à l'origine d'une pollution des eaux de l'ANTE le 13 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALUMINIUM FERRI
- Zone Industrielle 51330 GIVRY EN ARGONNE
- Code AIOT : 0005701711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société ALUMINIUM FERRI exploite des installation de traitement de surface à Givry-sur-Argonne, principalement pour la réalisation de pièces de quincaillerie destinées à l'ameublement des cuisines. Les installations se situent en zone péri-urbaine aux abords de l'étang de Givry et de la rivière Ante.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques – Rejets et modalités d'autosurveillance
- Risques accidentels – Protection contre la foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.3.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.3.9.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Recalage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	/	Sans objet
2	RETEX Incident	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13	/	Sans objet
3	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.3.4	/	Sans objet
5	Autosurveillance	AP de Mise en Demeure du 08/12/2021, article 1	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
12	Révision modalités surveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	/	Sans objet
13	Plan action foudre	Lettre du 19/12/2021	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de cette inspection mettent en avant plusieurs non conformités d'ordre organisationnel qu'il convient que l'exploitant prenne en charge dans les plus brefs délais. Notamment, les modalités de réalisation de l'autosurveillance des rejets aqueux sur site ne permettent pas d'assurer une connaissance optimale de la qualité des rejets en tout temps :

- Conditions de prélèvement non réfrigérées ;
- Absence de contrôle de recalage permettant de valider l'autosurveillance mise en place sur site ;
- Absence des mesures hebdomadaires pour certains métaux à réaliser selon des méthodes rapides.

Considérant l'engagement oral de l'exploitant le jour de la visite à mettre en oeuvre certaines des mesures nécessaires, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant de lui fournir l'ensemble des pièces justificatives nécessaires dans un délai maîtrisé de deux mois, faute de quoi elle proposera à M. le Préfet les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux à jour et l'a mis à disposition de l'inspection des installations classées. Le site possède : <ul style="list-style-type: none">• un point de rejet des eaux industrielles épurées dans la rivière Ante, vu le jour de l'inspection• deux rejets des eaux usées des sanitaires vers le réseau d'eaux usées de la collectivité (partie bureaux et partie vestiaires)• deux puisards pour l'infiltration des eaux pluviales
Observations : Le plan fait apparaître les 4 cuves de rétention des eaux usées avant rejet vers le milieu naturel, dont l'installation est récente mais pas le cheminement de l'eau entre ces cuves, la station d'épuration et le rejet vers le milieu naturel. L'exploitant devra mettre à jour son plan suite aux récentes modifications de l'installation de traitement des effluents suite à l'épisode de pollution du 13 avril 2022, à savoir la mise en circuit de quatre cuves de rétention pour contrôle des eaux épurées avant rejet au milieu naturel, et le transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux de l'Ante du 13/04/2022
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.</p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 13/04/2022, de l'eau polluée provenant de la station de traitement des eaux de process (STEP) a été rejetée vers le milieu naturel, la rivière Ante ; - Cette eau provenait d'un débordement de boues du décanteur de la STEP ; - L'exploitant a été alerté par un agent de l'OFB qui a constaté des rejets blanchâtres au niveau du point de rejet de la zone industrielle dans l'Ante. Aucune alarme sonore ou signal visuel interne n'a permis de détecter la défaillance de la STEP ; - Dès l'alerte par l'officier de l'OFB, l'exploitant a arrêté ses rejets et a envoyé de l'eau de ville dans la canalisation ; - L'OFB a procédé au prélèvement d'un échantillon d'eau et l'a remis à l'exploitant pour qu'il l'analyse. <p>Afin d'éviter la récurrence d'un évènement similaire, l'exploitant a mis en place le plan d'actions suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Isoler les rejets de la STEP par rapport au milieu naturel par la mise en place de 4 cuves tampon d'un volume de 12 m³ au total (pour un volume moyen journalier autorisé fixé à 16 m³). L'inspection des installations classées a contrôlé la présence de ces cuves, installées sur rétention ; - Autoriser les rejets vers le milieu naturel uniquement après contrôle de l'eau stockée dans le cuves pour les paramètres couleur, turbidité et pH. L'inspection des installations classées a constaté sur place, notamment la présence de solutions étalons permettant de juger rapidement de la conformité des eaux traitées par rapport au paramètre couleur ; - Former un opérateur au contrôle des eaux traitées avant rejet. Un suppléant est désigné pour les périodes d'absence du référent ; - Mettre en place une pompe et un raccord entre les décanteurs et les 4 cuves de stockage pour éviter de rejeter l'eau souillée directement dans la nature. L'inspection des installations classées a pu le constater sur place ; - Création d'une procédure d'exploitation et de contrôle des eaux avant rejet au milieu naturel (procédure transmise par courriel le 12/07/2022) ; - Mise en place d'un contrôle renforcé des eaux rejetées par un laboratoire indépendant (fréquence mensuelle) pendant 6 mois. L'exploitant indique déclarer les résultats sur GIDAF, ce que l'inspection des installations classées constate pour le 23/05/2022. <p>Le jour de l'inspection, malgré l'absence d'écoulement d'eaux usées traitées au niveau du point de rejet vers l'ANTE, ainsi que l'absence de rejet constaté depuis les installations de l'exploitant, de la mousse et une couleur blanchâtre de l'eau de l'ANTE au niveau du point de rejet est constatée. L'écoulement de l'ANTE étant très faible et l'origine de rejets blanchâtres incertaines, l'inspection des installations classées ne peut pas relier directement ces rejets aux activités de la société ALUMINIUM FERRI. Considérant la récurrence de cette pollution ainsi que la sensibilité du milieu récepteur de part ses débits très faibles en été, il convient qu'un suivi renforcé de l'impact des rejets sur le milieu récepteur soit mis en place. Ainsi, l'inspection des installations classées, proposera à monsieur le préfet d'acter par arrêté préfectoral complémentaire la mise en place d'une surveillance environnementale par la société ALUMINIUM FERRI, à l'occasion de la révision de ses modalités de surveillance évoquée au constat 12.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.3.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Entretien & suivi des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des effluents sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portées sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>Sur le même registre précité, l'exploitant note :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les éventuels incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux; - Les dispositions prises pour y remédier ; - Les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets effectués.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'installation de traitement des eaux usées est équipée d'un pH-mètre relié à une électrovanne et une alarme et d'une sonde de température. L'inspection des installations classées a constaté la présence de ces deux équipements à l'aval des organes d'épuration ; - Si le pH-mètre mesure un pH qui sort de la gamme autorisée dans l'AP (entre 5,5 et 8,5 ou entre 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline), l'électrovanne se déclenche, entraînant l'arrêt de l'alimentation de la STEP en eaux usées et par conséquent l'arrêt rapide du rejet en sortie de STEP, l'écoulement étant gravitaire de l'entrée à la sortie de la STE ; - Lors d'une indisponibilité de la STEP ou d'une qualité non-conforme des eaux usées traitées en sortie de STEP, les effluents sont renvoyés dans les rétentions sous les bains de traitement en attendant de pouvoir être retraités au redémarrage de la STEP. <p>L'exploitant consigne les incidents dans des fiches de non-conformité interne (ex : incident du 13/04/2022). Cette dernière a pu être mise à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Lors de l'incident du 13/04/2022, l'électrovanne asservie au pH n'a pas coupée l'arrivée d'eau à la STEP. Pour autant, les résultats d'analyse du prélèvement réalisé par l'OFB montrent un pH de 4,4 (en dehors de la fourchette autorisée).</p> <p>Outre le fait que les effluents prélevés au niveau de l'Ante puissent ne pas être du seul fait de la société ALUMINIUM FERRI (le point de rejet au niveau de l'Ante intègre également les eaux pluviales du Centre Routier Départemental de Givry en Argonne), le bon fonctionnement de l'alarme et de électrovanne asservie au pH pose question.</p> <p>Il convient que l'exploitant fournisse à l'inspection des installations classées dans un délais de 2 mois dès réception de ce rapport, un contrôle électrique conforme du dispositif d'électrovanne reliée au pH-mètre afin de s'assurer que le système de protection contre les rejets d'eau polluée fonctionne</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.3.6.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prélèvement asservi au débit
Prescription contrôlée : Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté sur site la présence d'un système de prélèvement : - Ce système ne permet pas la conservation des échantillons à une température de 4 °C du fait de l'absence de dispositif réfrigérant ; - L'exploitant affirme que les prélèvements sont réalisés sur 24 h. Néanmoins, le dernier rapport de contrôle trimestriel, réalisé par le laboratoire ASPECT fait état de la réalisation d'un prélèvement "ponctuel". L'exploitant explique qu'il réalise sous sa responsabilité le prélèvement sur 24 h et que le laboratoire prélève l'échantillon moyen déjà constitué lors de sa venue sur site, d'où la qualification de "ponctuel". L'exploitant indique également qu'en accord avec le laboratoire la mention "prélèvement ponctuelle" sera accompagnée des éléments de mode opératoire propre à l'exploitant dans les prochains rapports. Considérant que certains polluants présents dans les eaux traités sont de nature à se dégrader rapidement à température ambiante et que par conséquent l'autosurveillance mise en place par l'exploitant n'est pas de nature à être représentative des effluents rejetés, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant de lui transmettre les documents attestant de la mise en place d'un système de conservation à 4°C des effluents prélevés, sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF
<p>Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. 58-III – Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7 et L.512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant transmet ses résultats d'autosurveillance dans GIDAF.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne justifie pas ses dépassements de VLE et ne propose pas d'action corrective en conséquence. L'article 33 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 disposant que ces résultats doivent être "accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées" et "transmis à l'inspection des installations", il convient que l'exploitant fasse apparaître ces éléments dès les prochaines déclarations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance & Fréquences de mesures
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant procède aux analyses trimestrielles en sortie de STEP et relève tous les jours les valeurs de volume rejeté et pH moyen. L'exploitant ne réalise pas les mesures par méthodes rapides, prévues hebdomadairement pour l'aluminium, le fer et le nickel. L'exploitant indique ne pas avoir trouvé la solution technique adéquat dans les gammes de concentrations correspondant aux Valeur Limites d'Emissions (VLE) de son arrêté d'autorisation (bandelettes de tests pas assez sensibles). Toutefois, l'exploitant indique avoir commandé une méthode d'analyse rapide pour le paramètre fer et être en recherche d'autres méthodes pour l'aluminium et le nickel. L'inspection des installations classées indique à l'exploitant des exemples de méthodes rapides dans les gammes demandées par spectrophotométrie. Les dépassements observés sur GIDAF sur certains paramètres concernés par les méthodes rapides, notamment l'aluminium et le fer ainsi que la variabilité des résultats d'autosurveillance confirment la nécessité de réaliser des mesures à fréquence rapprochée. Considérant l'engagement oral de l'exploitant à s'équiper dans les plus brefs délais du matériel nécessaire à la réalisation de ces analyses, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de demander à l'exploitant de justifier de la réalisation des analyses par méthodes rapides pour les substances aluminium, fer et nickel sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.3.9.1

Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.
Les valeurs limites en terme de concentration sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.
Débit moyen : 16 m³/j

Paramètres	Concentration en mg/l	Flux maximal en g/j
Al	5,0	80
Cr	0,1	1,6
Cu	0,5	8
Fe	1,0	16
Ni	0,5	8
Pb	0,1	1,6
Zn	0,1	1,6
MES	30	480
Nitrites	20	320
Azote global	50	800
PT	10	160
DCO	150	2400

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Constats :

L'analyse des résultats d'autosurveillance extraits de GIDAF pour la période de Juin 2021 à Mai 2022 appelle les remarques suivantes :

- Le 8 juin 2021, des dépassements du double des VLE en concentration et en flux sont reportés dans GIDAF sans justification : 8,2 mg/l de fer en juin 2021 (VLE : 1 mg/l), 190 mg/l de MES en juin 2021 (VLE : 30 mg/l). L'exploitant ne peut pas justifier ces dépassements le jour de l'inspection mais assure avoir les éléments nécessaires pour. Considérant les modifications récentes du système de traitement ainsi que l'absence de dépassements de cette nature après cette date, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite sous réserve de la transmission par l'exploitant des éléments de justification probants ;
- Il existe des dépassements ponctuels des VLE (inférieurs à 2 VLE) qui ne constituent pas 10 % de la série de mesure sur une base mensuelle mais qui sont non justifiés par l'exploitant, par exemple : 8,4 mg/l d'aluminium en mars 2022 (VLE : 5 mg/l), 33 mg/l de MES en septembre 2021 (VLE : 30 mg/l) ;
- Le 23 mai 2022, des résultats en concentration sont transmis pour toutes les substances suivies en autosurveillance malgré que le volume rejeté soit nul (0 m³/j). L'exploitant explique qu'avec la mise en place des cuves tampons et la surveillance renforcée temporaire sur 6 mois, ces analyses correspondent en effet à un prélèvement ponctuel réalisé dans les cuves tampons sans que le rejet n'ait eu lieu ;
- Il existe des dépassements réguliers du débit moyen fixé à 16 m³/j dans l'AP n°2013-APC-57-IC. L'exploitant indique qu'en conséquence de la prescription sus-visée lui autorisant un "débit moyen" à 16 m³/j, il veille à respecter cette valeur en moyenne mensuelle, ce que constate l'inspection des installations classées (moyenne mensuelle la plus haute sur la période Juin 2021 à Mai 2022 d'une valeur de 8,9 m³/j, pour une valeur maximale journalière de 61 m³/j). L'exploitant indique cependant qu'avec la mise en place des cuves tampons il devrait-être en mesure de lisser ses rejets pour respecter tous les jours la limite des 16 m³/j. Considérant la sensibilité à la pollution (voir constat n°12) et à la sécheresse de la rivière ANTE (écoulements très faibles constatés le jour de l'inspection), il convient qu'une valeur maximale de débit journalier soit également prescrite à la société ALUMINIUM FERRI. Dans le cadre de la révision des modalités de rejet aqueux, objet du constat n°12, l'inspection des installations classées proposera donc de fixer à 16 m³/j le volume maximal journalier autorisé.

Par ailleurs, l'exploitant indique réfléchir au passage en zéro rejet aqueux (mise en œuvre d'un évapo-concentrateur) et avoir d'ores et déjà pris l'attache de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, qui confirme les faits, dans le cadre de demande de subventions.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de demander à l'exploitant de lui transmettre sous un délai maîtrisé de deux mois les éléments de justification des dépassements observés le 8 juin 2021.

Observations :

Concernant les trois premiers constats, il convient de rappeler à l'exploitant que tout dépassement à venir devra faire l'objet de commentaires appropriés dans GIDAF et associé à des actions correctives à mettre œuvre pour éviter que cela ne se reproduise. Des commentaires devront également être ajoutés lorsqu'aucun rejet n'est effectué sur une journée ou lorsque les prélèvements n'ont pas été effectués dans le cadre de l'autosurveillance usuelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2022, Exigence d'accréditation autosurveillance non réalisée par l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment :</p> <p>[...]</p> <p>– le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II)</p> <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les analyses trimestrielles, l'exploitant indique travailler avec le laboratoire ASPECT Service Environnement, accrédité COFRAC sous le n°1-1080 et agréé par le ministère en charge de la transition écologique. Ce laboratoire réalise les prélèvements et les analyses.</p> <p>Le dernier rapport d'analyse présenté par l'exploitant concernant le prélèvement du 14 juin 2022, indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le prélèvement "ponctuel" est réalisé selon la norme FDT-90-532-2, réputée satisfaire à la norme NF EN ISO/CEI 17025; - toutes les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.
<p>Observations :</p> <p>Dans le cadre de la surveillance renforcée mise en place volontairement par l'exploitant à la suite de la pollution du 13 avril 2022 (fréquence mensuelle pendant six mois), l'exploitant indique réaliser lui-même les prélèvements et les envoyer au laboratoire ASPECT pour analyse. L'inspection des installations classées constate sur le rapport d'analyse du prélèvement réalisé le 24 mai 2022 présenté le jour de l'inspection, que les résultats d'analyse sont rendus sous réserve car, à réception, l'échantillon en provenance d'ALUMINIUM FERRI est à une température de 18°C. Ainsi, il convient que l'exploitant mette en place les mesures nécessaires au transport des échantillons dans des conditions de réfrigération satisfaisante du point de vu des analyses physico-chimiques et en fasse part à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2022, Recalage & accréditation
<p>Prescription contrôlée : "En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : [...] – la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; [...]"</p>
<p>Constats : La surveillance des émissions de l'exploitant est réalisée par un laboratoire agréé (voir constat n°9). Néanmoins, puisque le prélèvement est réalisé en deux étapes: 1/ la composition de l'échantillon sous 24 heures sous la responsabilité de l'exploitant et 2/ la récupération de cet échantillon (prélèvement ponctuel) sous la responsabilité du laboratoire, il convient que l'étape réalisée sous la responsabilité de l'exploitant fasse l'objet une fois tous les deux ans d'une analyse comparative. Cette analyse doit permettre de valider la méthodologie de prélèvement de l'exploitant et d'éliminer toute dérive susceptible d'apparaître avec le temps. L'exploitant ne réalise pas ce contrôle comparatif, dit "contrôle de recalage".</p> <p>Il convient que suite à la mise à niveau des dispositifs d'autosurveillance de l'exploitant telle qu'exigée au constat n°4, l'exploitant fasse procéder à un contrôle de recalage par un laboratoire agréé et qu'il mette "en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé." L'inspection des installations classées propose ainsi à monsieur le Préfet de demander à la société ALUMINUM FERRI de lui fournir l'ensemble des pièces justificatives de la mise en place de ce contrôle de recalage et des éventuels écarts observés sous 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité milieu récepteur
Prescription contrôlée : "Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : – compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; – suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III)."
Constats : Le 30 juin 2022, l'inspection des installations classées a envoyé à l'exploitant un courrier de demande de compléments validant certaines propositions de surveillance et l'invitant à compléter son positionnement au regard de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 relatif aux rejets de substances dangereuses dans l'eau : - substances dont la fréquence de la surveillance reste inchangée (Aluminium, Chrome VI, Fer et Zinc) et celles dont la fréquence devient mensuelle (MES, DCO et Azote global) ; - substances absentes du positionnement et en attente de réponse de l'exploitant sous un mois (cyanures libres et métazachlore) ; - substances dont les émissions sont incompatibles avec le milieu récepteur et sur lesquelles l'exploitant doit se positionner sur une VLE et un flux acceptable par le milieu récepteur (cuivre, phosphore total, nitrite, plomb et nickel). Après échange sur les attendus de l'inspection en la matière, l'exploitant indique qu'il va : - demander au laboratoire ASPECT de faire une analyse mensuelle sur les paramètres MES, DCO et Azote global ; - préparer une réponse sous un mois pour les substances nécessitant un positionnement. L'exploitant dispose d'analyses complémentaires lui permettant d'étayer sa position. L'inspection des installations classées invite l'exploitant à se saisir des documents ressources permettant de faire des simulations de modifications de VLE pour l'aider à se positionner et disponibles à l'adresse suivante : https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html A l'issue de ces échanges, l'inspection des installations classées proposera à monsieur le préfet de réviser les modalités de rejet de la société ALUMINIUM FERRI par arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan action foudre

Référence réglementaire : Lettre du 19/12/2021, article SO
Thème(s) : Risques accidentels, Protection Foudre
Prescription contrôlée : Propositions de suites : Etant donné le faible risque foudre de l'installation, L'IIC propose à M. Le Prefet de demander à l'exploitant de faire réaliser les travaux prévus dans le plan d'action fourni sous 2 mois.
Constats : L'exploitant indique avoir passé commande le 07/06/2022 (document transmis par courriel le 12/07/2022) des travaux exigés par l'inspection des installations classées auprès de la SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE PARATONNERRES. L'intervention est prévue le 12/09/2022. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les pièces justificatives de la réalisation effective des travaux à l'issue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet